

## LIMOGEAGE DE BELKHADÉM : CE QUI VA CHANGER

## La fin de l'arrangement avec les islamistes

**Que va dire Abdelaziz Bouteflika aujourd'hui aux Tagarins ? Ceux qui s'attendent à un coup d'éclat de la part du chef de l'Etat en seront certainement pour leurs frais. Avec le changement à la tête de l'exécutif, les choses sont désormais claires : le scénario de la présidentielle de 2009 ne dépend plus du seul Bouteflika.**

L'échappée solitaire semble terminée. La suite des événements se fera selon le nouveau consensus permettant l'équilibre du système, et dont le renvoi de Belkhadem indique qu'il vient d'être trouvé entre la présidence et ceux qu'on appelle les décideurs.

Ces derniers, qui vont écouter aujourd'hui le chef de l'Etat, ont repris l'essentiel de l'initiative. Ils ont mis fin, avec l'éviction de Belkhadem, à la stratégie d'alliance qui se tissait entre Bouteflika et les islamistes sous la patiente et sournoise houlette de l'ancien chef de gouvernement.

S'il doit rester au pouvoir à l'issue de son deuxième mandat, Bouteflika sait qu'il doit désormais traiter avec les décideurs et non plus avec l'ex-FIS.

Aussi sidérant qu'il le paraît, cet arrangement entre la direction du FIS et la présidence est bien réel.

Belkhadem a réussi à faire du prochain quinquennat la période providentielle du retour du FIS aux commandes. L'Algérie disait oui à Madani Mezrag et aux chefs intégristes et se fermait à l'Union pour la Méditerranée.

C'était le pire scénario pour les décideurs. Belkhadem ne voyait pas qu'en détraquant le rapport de force politique, il venait de provoquer les décideurs en duel et les mettait en demeure de riposter sans plus tarder.

La hiérarchie militaire croyait en effet avoir réduit au silence ses anciens ennemis islamistes par un pacte de paix et espérait se faire réhabiliter grâce à une nouvelle légitimité internationale. Au lieu de cela, Belkhadem lui proposait de s'isoler du monde, de se soumettre au gang d'en face, d'assister à sa réhabilitation et d'offrir son cou à la potence !

**«Solution finale»**

L'ancien chef de gouvernement avait non seulement remplacé les chefs intégristes mais aussi, et surtout, à faire du troisième mandat de Bouteflika l'affaire des islamistes. Ce nouveau quinquennat serait la période bénie où la joumloukia finissante d'Algérie, à bout de souffle, s'engagerait dans la voie d'une république théocratique, libérée des impies, arrachée aux décideurs en képi et restituée à de nouveaux décideurs enturbannés.

**Bouteflika a dit oui**

«Dès sa réélection en 2009, Bouteflika prononcera une amnistie générale et permettra au FIS de retourner sur la scène politique ; oui, le champ sera ouvert aux enfants du Front dans le cadre d'un parti politique», avait déjà révélé, en décembre, Ahmed Benaïcha, l'ancien émir de la branche armée du FIS, dans les colonnes du

journal arabophone *El Bilad*. L'ancien chef terroriste reconnaît l'existence d'un projet politique clairement défini : «Il y a en ce moment plusieurs initiatives pour donner corps à cette solution politique qui va faire l'objet d'un consensus entre les nationalistes et les islamistes.»

Cette solution politique, Benaïcha l'appelle «solution finale», celle qui solderait le contentieux de 1992 né de l'annulation des législatives remportées par les islamistes et de la dissolution du FIS. Elle prévoit une réhabilitation totale et publique et un vrai transfert de pouvoir. C'est dans la bouche de Benaïcha : «Les chefs des deux autres partis de l'alliance présidentielle, le RND et le MSP, ne s'empressent pas de soutenir Bouteflika pour un troisième mandat, parce qu'ils ont eu vent de «la solution finale» préconisée par le président et promise au chef de l'AIS. Ils savent que le retour du FIS dissous sur la scène politique signifie la fin de leur légitimité en tant que représentants du peuple.»

**Comment ne pas le croire ?**

Les chefs du FIS vont donc entreprendre de faire élire Bouteflika et lui prêter main-forte contre les décideurs.

Madani Mezrag et les chefs de l'Armée islamique du salut, qui se voyaient déjà aux portes du pouvoir, sortent du bois avec la délicatesse de l'éléphant et toute la subtilité de l'orang-outan. Ils auront le mot de trop qui va précipiter les événements et condamner définitivement Belkhadem. C'est d'abord Ahmed Benaïcha qui désigne

grossièrement les généraux, en soutenant que les auteurs des attentats du 11 décembre dernier sont à chercher parmi «ceux qui ne veulent pas de troisième mandat pour Bouteflika». Il parle en expert assassin : «Du point de vue purement militaire, on n'attaque que les cibles qui constituent un danger. Je me pose la question : pour qui le Conseil constitutionnel représente un danger ? Pour ceux qui sont encore au maquis ? Bien sûr que non, ils n'ont aucun rapport avec lui, par contre, c'est une menace pour ceux qui ne veulent pas de troisième mandat pour Bouteflika.» En mai, Madani Mezrag prend le relais et annonce, toujours dans *El Bilad*, qu'un congrès de l'ensemble des fractions du FIS est programmé spécialement pour septembre afin qu'il «coïncide avec l'élection présidentielle de 2009». L'ex-chef terroriste signifie par là que ledit congrès appellera à soutenir un troisième mandat pour Bouteflika et que le parti qui sortira de ces assises se mettra au service du président-candidat.

**Une performance**

En deux années, le chef de gouvernement avait, en effet, fait de l'Algérie une espèce de contrée wahhabite coupée du monde, mûre pour l'intégrisme, livrée aux inquisiteurs, offerte aux anciens émirs de la mort et mise sur les rails d'une prochaine coalition islamoco-conservatrice. On y pourchassait les nouveaux convertis au christianisme et les couples dans la rue. On y fermait les églises et les bars. On y interdisait la Bible et les rassemblements...

«La société algérienne s'est attachée au Saint Coran depuis qu'elle a embrassé l'Islam (...) le Coran représente sa Constitution qu'elle n'accepte point de changer», en rajoute Belkhadem, signifiant ostensiblement que le pays se dirigeait vers la charia.

**Une performance !**

Tout cela est — provisoirement ? — terminé.

Deux jours après l'intronisation d'Ahmed Ouyahia, son parti, le Rassemblement national démocratique réuni en congrès, se prononçait contre les négociations avec les islamistes, pour l'éradication du terrorisme et pour un hommage aux Patriotes et aux membres des groupes de légitime défense «pour leur concours précieux à l'éradication du terrorisme».

Dans la résolution finale, on lit : «Le Congrès condamne avec force les crimes que perpétuent encore des groupes terroristes ayant avoué que leur cible est le peuple algérien sans aucune exception. Tout en réaffirmant la légitimité de toute mesure à même de réduire l'effusion de sang dans notre pays, le Congrès réitère son plein soutien à la lutte contre ces criminels, traîtres et mercenaires jusqu'à leur éradication totale. Il appelle enfin au renforcement de la vigilance collective pour soutenir la lutte contre le terrorisme.» C'est un discours sur le terrorisme et l'islamisme totalement en rupture avec celui de l'ancien chef du gouvernement : la page est tournée !

Rafik Abdi

## EN MARGE DE LA PREMIÈRE CONFÉRENCE DES CADRES DE L'ENIP

## Le P-dg sort de son mutisme

**Revalorisation salariale de l'ordre de 26%, revue à la hausse de la masse salariale réservée au volet formation, ouverture du capital de l'entreprise, rattachement de Polymed à l'Enip en tant qu'entité, réservation de 15 milliards de dinars en termes d'investissement dans le cadre du PMTE 2008-2012, extension des unités et augmentation de leur production, sont les importants points relevés par le P-dg de l'Enip, Khadir Yahia Zakaria, en marge de la première conférence des cadres de l'Enip, qui s'est tenue mercredi dernier à la salle des conférences du RTE.**

Première du genre, la rencontre avec la presse obéit à une nouvelle stratégie prônée par l'entreprise visant la mise à terme d'une fidélité à une existence non-médiatique en vigueur depuis des années. La faute incombe aux premiers responsables et pas à la direction de la communication placée hiérarchiquement sous leurs ordres : «J'admets que nous avons failli sur le plan de la communication» avoue le P-dg.

Les options de non-communication sont la chose la mieux partagée au sein de la plateforme pétrochimique, «nous comptons justement organiser une visite guidée au profit de la presse, durant laquelle les journalistes auront à visiter nos différentes installations industrielles

et constater de visu les développements qu'ont connus nos unités, notamment en matière environnementale», nous promet l'orateur. Une démarche motivée par les attaques médiatiques, jugées négatives par le P-dg, à l'encontre de l'Enip qui fait valoir aussi des potentialités aux aspects positifs. L'une d'elles est incontestablement les avancées enregistrées en matière de protection de l'environnement, «lors de notre prochaine rencontre, vous aurez à constater que les rejets toxiques dans la mer n'ont plus de droit de cité eu égard aux nouvelles techniques dont ont été dotées nos installations industrielles», se targue Khadir Yahia Zakaria. Outre le projet chlore-soude qui a permis la conversion du procédé à mercure par

celui à membrane, une des premières opérations lourdes ENIP/CP1K financée par la Banque européenne d'investissements à hauteur de 50 millions d'euros, le P-dg nous informe que le risque pollution va en s'amenuisant «bien que nos installations soient potentiellement polluantes, il n'en demeure pas moins que nos projets dans le cadre du PMTE de fiabiliser nos outils de production sur les plans de la sécurité et de l'environnement».

Des programmes visant la rénovation des complexes de matières plastiques de Skikda et Arzew, la sécurisation des complexes et la normalisation des rejets sont parmi les plus importants figurant dans le cadre du PMTE, qui s'est vu allouée la bagatelle somme de 15 milliards de dinars, soit 209 millions de dollars dont 133 millions concernent les installations du CP1K. L'effort d'investissement est concentré sur 2008 et 2009 (respectivement 5,8 milliards et 4,2 milliards). Concernant ce dernier, notre interlocuteur considère que la vision de Sonatrach en la matière est «minime» et d'enchaîner «notre

futur partenaire sélectionné pour le projet d'ouverture du capital peut apporter mieux, financièrement s'entend, afin que l'Enip soit plus performante». L'absorption de Polymed et son rattachement à l'Enip en tant qu'entité figurent parmi les enjeux futurs, «une opération qui permettra de rétablir notre endettement estimé à 31 milliards de DA».

Au sujet de l'ouverture du capital, notre interlocuteur se fait un tantinet discret, «le projet est piloté par Sonatrach, les phases évaluation et appel d'offres ont été déjà lancées, restera la phase commerciale». Son exécution ? «On ne peut avancer aucune date pour le moment». L'entreprise a enregistré près de 1000 départs à la retraite durant ces dernières années, selon les dires d'un participant à la rencontre, «il faut relativiser ces chiffres. N'empêche qu'il faut mettre des mécanismes pour combler ces départs. Il est prévu la création de 120 postes dans le cadre du plan de relève, 50 ont été déjà pourvus pour la CP1K. Le restant du nombre sera admis incessamment, la difficulté de sélection-

ner les meilleurs candidats est une tâche difficile au vu de la demande importante». Le volet formation se voit également accorder un intérêt particulier, «depuis 2006, on a revu à la hausse le montant réservé à la formation». Le jour où on choisira les meilleurs, on aura à déboursier moins pour la formation des admis, «l'intégration de quelques candidats retenus s'avère souvent impossible, même à l'issue de leur formation, vu leur très faible compétence en la matière» nous dira un jour un formateur. Depuis la même date, les effectifs de l'ENIP ont vu leurs salaires augmenter de 26%, d'une manière graduelle : «On compte pour les prochaines années s'aligner sur la grille des salaires du groupe Sonatrach».

En conclusion, Le P-dg a manifesté, encore une fois, son intention de communiquer en fonction de sa disponibilité professionnelle, «nos portes sont ouvertes pour nos amis de la presse» dira-t-il.

Zaïd Zoheir

## KARIM TABOU INVITE LE CONSEIL NATIONAL À PLUS DE LUCIDITÉ ET D'ANTICIPATION

## Le FFS prépare les échéances politiques de 2009

**Le FFS se prépare pour les échéances politiques de 2009. Mais en attendant l'an prochain, il s'inscrit dans la perspective de la rentrée de septembre 2008, «porteuse d'échéances et événements importants tant sur le plan politique que social. Il s'agit là du principal thème inscrit à l'ordre du jour des travaux de la session ordinaire de son conseil national.**

**Abder Bettache- Alger (Le Soir)** «Le parti ne doit pas être acculé à gérer dans l'improvisation et l'urgence. Nous avons besoin de lucidité et d'anticipation. Nous devons définir des axes d'action et de mobilisation dès maintenant. Nous nous devons d'apparaître comme une force de proposition crédible devant l'opinion et nos partenaires politiques et sociaux.» Karim Tabou, le premier secrétaire national du FFS, trace les contours des débats qui caractériseront les travaux du conseil national. Ainsi, dans une allocution d'ouverture, il porte à la connaissance des membres de cette instance que «cette session décisive pour la préparation de la rentrée de

septembre est porteuse d'échéances importantes tant sur le plan politique que social». A ce propos, il indiquera que la première séance des travaux du conseil national sera consacrée au débat politique, alors que la seconde est réservée aux questions d'organisation du parti. C'est dans ce cadre que le premier secrétaire national du parti du FFS dira, en allusion à l'anniversaire de l'indépendance, que cette «réunion est une occasion pour nous de réaffirmer notre devoir de militer pour rendre espoir à la population, si nous voulons avancer, nous devons arrêter d'évoquer l'histoire dans le seul but de compenser nos insuffisances, nos lacunes, et pour

certaines leur complicité dans ce que nous sommes aujourd'hui». Transition toute faite pour Karim Tabou pour rentrer de plain pied dans la chose politique en déclarant que «souvent, certains hommes politiques ou ceux qui se considèrent comme tels, confondent ce qu'ils veulent avec ce qu'ils doivent être. Ce qui a fait que notre expérience démocratique qu'on devait dynamiser pour la rendre irréversible a été stoppée au profit de l'option de la guerre. Les détenteurs du pouvoir ont un seul credo : décréditer les débats et donner une prime à la violence». «Cette option, dont tout le monde connaît les conséquences aujourd'hui, a généré des structures, des concepts, des méthodes qui ont contribué à faire régresser le sens même de la politique auprès de la population», a ajouté Karim Tabou. Il dira «qu'un changement de régime

reste la voie la plus indiquée, la démocratie ne doit pas plus être l'invitée surnuméraire ou la guest-star mais le fondement qui réunit pratique et langage». Avant de conclure, le premier secrétaire national du FFS dira «qu'en voulant imposer la politique de non-débat ou le débat à sens unique, les architectes de la restructuration absolue de la dictature escomptent dissoudre dans le temps les différenciations politiques et le débat contradictoire, pour ne laisser en surface de la scène que les structures inféodées et soumises. Sans vouloir anticiper sur ce qui va être dit et sur vos conclusions, j'ai l'intime conviction que pour changer le cours des choses, un changement de régime reste la voie la plus indiquée». Lors de son intervention, le premier secrétaire national du FFS a procédé à un résumé des «activités politiques menées depuis quelque

temps, notamment au niveau international». A ce titre, il fera savoir «qu'une délégation du FFS a participé au colloque intitulé «acteurs et voies de changement» co-organisé par la fondation Jean Jaurès, la fondation Pablo Iglesias et la nouvelle fondation du Parti socialiste européen avec le soutien du ministère espagnol des Affaires étrangères. Le FFS a pris part également aux travaux du 23<sup>e</sup> congrès de l'Internationale socialiste qui s'est tenu les 30,1<sup>er</sup> et 2 juillet à Athènes. Une rencontre placée sous le mot d'ordre «solidarité mondiale : le courage de faire la différence.» Enfin, il est à noter que cette première journée des travaux du conseil national du FFS a été marquée par une communication assurée par Amar Boudersa sur «l'alternative démocratique de sortie de crise du pouvoir».

A. B.